



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 27/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



AGRATI

ZA Val Guiers Est
73240 AVRESSIEUX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2022 dans l'établissement AGRATI implanté ZA Val Guiers Est 73240 AVRESSIEUX. L'inspection a été annoncée le 16/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRATI
- ZA Val Guiers Est 73240 AVRESSIEUX
- Code AIOT dans GUN : 0006113491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'entreprise AGRATI est spécialisée dans la production de vis métalliques destinées principalement à l'industrie automobile. Actuellement, l'exploitant produit 6 millions de vis par jour et met en œuvre 4100 tonnes d'acier par an pour un chiffre d'affaires d'environ 26 millions d'euros. Cette société était historiquement implantée depuis près d'un siècle sur la commune de la Bridoire.

Compte tenu de l'ancienneté des équipements présents sur ce site, les activités de traitement thermique, de traitement de surface et de tri-conditionnement ont été progressivement transférées de 2015 à 2017 vers un nouveau site situé à Avressieux.

Un projet en cours a pour objectif de finaliser le transfert des activités de la Bridoire vers Avressieux, et nécessite la construction d'un nouveau bâtiment qui abritera notamment un nouvel atelier de frappe roulage.

Le site d'Avressieux est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2016. Les

activités de traitement de surface sont également soumises à la Directive IED¹ du fait de la capacité de traitement installée.

L'inspection du 24/06/2022 a été réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 16/09/2021 à l'encontre de la société AGRATI, relatif au non-respect des conditions de rejet des effluents au milieu naturel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

¹ Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
APMD (arrêté préfectoral de mise en demeure) du 16 septembre 2021	APMD du 16/09/2021, article 1	/	Sans objet
Calcul de la consommation spécifique	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités ayant fait l'objet de l'APMD du 16/09/2021 à l'encontre de la société AGRATI ont fait l'objet de mesures correctives.

Dans le cadre de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 02/06/2022 pour la Savoie, des précisions sont attendues sur le calcul de la consommation spécifique d'eau maximale.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : APMD 16 septembre 2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société AGRATI est tenue de respecter dans un délai de 3 mois les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21/10/2016 conformité au dossier de demande d'autorisation, • article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 21/10/2016 - rejets par bâchée de 500 l • article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 21/10/2016 - conformité du PH au regard des VLE • article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 21/10/2016, rejet dans le milieu naturel – respect de l'ensemble des VLE • article 34 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006, titre IX surveillance – arrêt automatique immédiat des rejets d'effluents non conformes aux limites de PH.
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'installation est certifiée ISO 14001 et 9001; les écarts constatés sur les paramètres analysés font l'objet d'actions correctives et d'un suivi, avec échéance de retour à la conformité en fonction du degré de priorité, de l'investissement nécessaire, de la disponibilité des pièces éventuelles... A titre d'exemple, l'APMD a fait l'objet d'un plan d'actions avec un suivi hebdomadaire réalisé en interne jusqu'au retour à la conformité de l'ensemble des dispositions précitées de l'APMD. • Le rejet des eaux aux Guiers se fait par bâchées de 500 l à un débit compris entre 2,5 et 3 m³/s; • Depuis le 06/04/2022, la valeur du PH est conforme aux VLE (entre 5,5 et 8,5); • Les VLE sont respectées (confirmé par dernier rapport sur prélèvements du 08/04/2022); • Le système d'arrêt automatique immédiat des rejets d'effluents non conformes au PH a été mis en oeuvre.
<p>Observations : La station de traitement physico-chimique des effluents de traitement de surface est exploitée conformément aux dispositions de l'article 1 de l'APMD du 21/09/2021, ce dernier peut être levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Calcul consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, calcul consommation spécifique
<p>Prescription contrôlée : Article 21 de l'arrêté du 30 juin 2006</p> <p>I. Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la consommation spécifique d'eau maximale de l'installation.</p> <p>Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : les eaux de rinçage ; les vidanges de cuves de rinçage ; les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ; les vidanges des cuves de traitement ; les eaux de lavage des sols ; les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.</p> <p>Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : les eaux de refroidissement ; les eaux pluviales ; les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.</p> <p>On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.</p> <p>Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p> <p>II. La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</p> <p>Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, cette consommation spécifique n'excédera pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</p> <p>L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.</p>
<p>Constats : L'inspection a porté à la connaissance de l'exploitant le nouvel arrêté préfectoral cadre sécheresse du 02/06/2022 pour la Savoie. Il fixe le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'étiage pour les cours d'eau et nappes d'eau souterraines.</p> <p>Dans ce cadre, et du fait de la soumission à la Directive IED des activités de traitement de surface du site, l'exploitant met en oeuvre les meilleures technologies disponibles en matière de gestion de l'eau. Le calcul de la consommation spécifique d'eau maximale de l'installation est de 4,2 l/m² par fonction de rinçage.</p> <p>La formule standard pour calculer la consommation spécifique a été appliquée, toutefois des précisions sont demandées sur ce résultat (détail des "eaux" prises en compte dans le calcul, détail de calcul du volume, de la surface, précision sur les 7 fonctions de rinçage, évapo-concentration...).</p>

Observations : Le PAC de 2021 pour le projet de nouvel atelier de frappe roulage fait état d'une consommation spécifique de 4,2 l/m² par fonction de rinçage. Aujourd'hui, l'exploitant indique que cette consommation se situe plutôt autour de 3 l/m² par fonction de rinçage, avec l'utilisation d'un évapo-concentrateur.

Dans le cadre du projet de nouvel atelier de frappe roulage, l'arrêté préfectoral complémentaire fera l'objet de prescriptions spécifiques pour chacun des niveaux d'alertes, et notamment à partir du niveau d'alerte renforcée, l'exploitant calculera hebdomadairement la consommation spécifique de l'installation, cette valeur ne pourra être supérieure à 3 l/m² par fonction de rinçage (sous réserve de la validation du calcul, suite aux précisions transmises, au regard de l'arrêté ministériel du 30/06/2006).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet